

## Les agences de désinformation du régime clérical

mardi, 13 décembre 2005

Le régime clérical investit beaucoup dans des campagnes de désinformation et dans des stratégies de diabolisation menées contre la Résistance iranienne et a mis en place un appareil élaboré pour les mettre en œuvre. Le ministère des Renseignements et de la Sécurité (VEVAK), l'ICCO (organisation islamique pour la culture et la communication), les ministères des Affaires Étrangères et de l'orientation islamique et le corps des gardiens de la révolution Islamique (pasdaran) sont tous engagés dans une guerre psychologique contre l'OMPI.

La campagne de propagande du régime clérical contre ses opposants prend modèle à l'origine sur les activités et modus operandi de l'ancien département de désinformation du KGB soviétique. Des instructeurs étrangers qui formaient les agents iraniens à la « guerre psychologique » et aux techniques de propagande au début des années 1980 provenaient essentiellement des pays du bloc de l'Est. Un grand nombre de gardiens de la révolution et d'officiers du ministère des Renseignements qui ont occupé le devant de la scène durant la deuxième moitié des années 1990 comme journalistes, rédacteurs en chef ou hommes politiques, font partie de la première génération de stagiaires qui a suivi ces cours spéciaux.

La tortueuse machine de propagande de l'Iran mène des opérations de désinformation complexes qui pourraient paraître accidentelles ou spontanées pour un esprit sans méfiance : des reportages identiques paraissent en même temps dans des tabloïds européens ou américains de deuxième, voire de troisième classe sur l'implication présumée de l'OMPI dans la répression des Kurdes et des Chiïtes irakiens. Une poignée de « demandeurs d'asile » sortant d'Irak ne sait où affirmer qu'ils ont été maltraités par l'OMPI il y a plusieurs années. Des journaux d'État iraniens rapportent que l'ancien régime irakien cache ses armes de destruction massive dans les camps de l'OMPI.

En l'absence d'informations fiables sur la façon dont cette propagande est disséminée par les agences du régime clérical, on pourrait supposer que les deux camps dans ce conflit ont tout intérêt à émettre ces déclarations et contre-déclarations. Le « public visé » des mollahs est parfois touché par la propagande, mais la plupart du temps perplexe et déconcerté. Quel que soit le résultat, c'est un succès pour les mollahs, car au moins ils ont jeté ne serait-ce que l'ombre d'un doute sur leur principal groupe d'opposition. Le fameux principe du « gros mensonge » de Goebbels semble marcher pour les mollahs.

La résistance répond à cette propagande en comptant sur son réseau étendu de collecte d'informations à l'intérieur de l'Iran afin d'identifier les agences et responsables impliqués dans cette guerre psychologique et d'exposer les documents et preuves confidentielles relatifs à leurs activités.

La campagne de propagande massive des mollahs contre l'OMPI a débuté le jour même où ils sont arrivés au pouvoir. Mais leurs opérations de « guerre psychologique » ont été mises en œuvre après la guerre du Golfe [Persique] contre l'Irak en 1991. A cette époque, les mollahs essayaient de tirer avantage du chaos de l'après-guerre pour achever leurs principaux opposants, l'OMPI. Le VEVAK a largement étendu ses opérations afin d'atteindre cet objectif. Téhéran a intensifié sa propagande anti-Moudjahidine, alors que ses commandos multipliaient les meurtres de dissidents à l'étranger. De 1990 à 1993, les commandos du VEVAK ont pris pour cible des figures éminentes de l'opposition à Genève, Rome, Karachi, Istanbul, Paris, Berlin, Dubaï, Oslo, Stockholm et Bagdad.

Simultanément, le VEVAK a recruté un certain nombre de transfuges de l'OMPI en Europe afin d'accentuer sa campagne de désinformation anti-Moudjahidine.

Le VEVAK est demeuré très actif contre les dissidents iraniens en Europe dans les années 1990 et a été décrit dans les rapports annuels successifs sur le terrorisme mondial du Département d'État américain comme « l'État qui soutient le plus activement le terrorisme » dans le monde. Un haut responsable iranien a admis que le VEVAK avait mené « des centaines d'attentats » contre l'OMPI en Irak seulement à l'époque où Saïd Emami était vice ministre du VEVAK.

En mars 1996, un procureur fédéral allemand a lancé un mandat d'arrêt international contre le ministre iranien des Renseignements alors, Ali Fallahian, pour avoir ordonné le meurtre de quatre dissidents iraniens au Mykonos, un restaurant grec à Berlin, le 17 septembre 1992. Dans leurs conclusions à la fin du mois de novembre 1996, les avocats généraux allemands ont accusé le guide suprême de l'Iran Khamenei et le président de l'époque Rafsandjani d'avoir donné leur accord pour l'opération. Quatre des accusés ont été reconnus coupables en avril 1997 et la cour a établi qu'une commission mixte pour des opérations spéciales composée de Khamenei, Rafsandjani, du ministre des Renseignements Ali Fallahian et du ministre des Affaires Étrangères Ali-Akbar Velayati, était responsable d'avoir approuvé les plans d'assassinats de dissidents iraniens à l'étranger.

Les ambassades iraniennes sont souvent la plaque tournante des activités d'espionnage et terroristes contre les dissidents à l'étranger. L'organisation internationale de sécurité, Global Security, a rapporté : « un

exemple des efforts coordonnés des services de renseignements iraniens est la mission diplomatique de l'Iran à Bonn à 133-137 Godesberger Allee, le siège des services de renseignements iraniens en Europe. Environ 20 personnes y travaillent pour le ministère des Renseignements et de la Sécurité, et des représentants d'autres agences utilisent également le troisième étage particulièrement sécurisé de l'ambassade, où six bureaux et une salle de radio sont réservés aux agents. A partir du bâtiment à six étages du gouvernement, les services surveillent les 100000 Iraniens qui vivent en Allemagne, harcèlent les membres indésirables de l'opposition et tentent de se procurer de la technologie en Allemagne pour la production d'armes nucléaires, chimiques et bactériologiques. En zone germanophone uniquement, il n'y a pas moins de 100 sociétés soupçonnées d'agir sous l'influence iranienne pour se procurer cette technologie sensible. D'autres bases d'opérations incluent les consulats à Francfort et à Hambourg, ainsi que la mosquée de l'Imam Ali à Hambourg, considérée comme étant « le plus grand centre religieux musulman situé en-dehors du monde islamique ».

Autre changement majeur dans les activités des services de renseignements iraniens à l'étranger est survenu à la suite des événements tragiques du 11 septembre 2001 et de la guerre en Afghanistan. A l'époque, le Conseil suprême de la sécurité nationale a décidé d'exploiter les nouvelles circonstances politiques et de concentrer ses efforts internationaux sur l'OMPI afin de convaincre les autres gouvernements, et surtout les pays de l'Union Européenne, de désigner l'OMPI et le Conseil National de la Résistance Iranienne d'organisations terroristes. Téhéran essayait de faire une pierre deux coups : donner un coup politique à la Résistance iranienne et détourner l'attention mondiale de ses actes terroristes.